

Ça deale à donf au Ministère de la justice ? Les dealers font la loi ? J'en ai rien à foutre !

écrit par Christine Tasin | 30 janvier 2018



Pince-mi et pince-moi sont dans un bateau.

Pince-mi tombe à l'eau, qu'est-ce qui reste ?

La Protection Judiciaire de la jeunesse (PJJ) , vous connaissez ? Son but est inscrit en toutes lettres, « PROTEGER LES MINEURS ».

La direction de la Protection judiciaire de la Jeunesse (DPJJ) « est chargée, dans le cadre de la compétence du ministère de la Justice, de l'ensemble des questions intéressant la justice des mineurs et de la concertation entre les institutions intervenant à ce titre » (décret du 9 juillet 2008 relatif à l'organisation du ministère de la justice).

La PJJ de Marseille, vous connaissez ?

Elle a tout pour plaire :

9 hectares d'un domaine verdoyant, un Centre éducatif fermé, un foyer, des services d'insertion, des dizaines d'éducateurs,

autant d'autres intervenants... au service de mineurs délinquants que la structure est censée remettre dans le droit chemin.

Et juste quelques inconvénients :

-la faune des quartiers Nord et tout près, si près... que la faune en question a décidé d'occuper le lieu, tranquillement, d'y installer confortablement guetteurs et dealers, et d'y faire la loi. Leurs clients entrent, eux aussi, avec leur voiture, pour acheter le matériel...

Les dealers viennent « tenter de recruter les plus jeunes, livre, accablée, Isabelle Audureau, pour la CGT-PJJ. Ceux qui vendent sur ce plan stup ont sorti des braseros, des fauteuils, ils font comme s'ils étaient chez eux. Des clients débarquent carrément en voiture, en groupe, sur le site », s'étrangle la syndicaliste. Dans cette proximité avec le réseau et ses petits lieutenants, les fonctionnaires disent vivre « une contradiction insupportable entre leurs missions d'éducation, d'insertion et de prévention de la récidive, et le fait de laisser les jeunes témoins voire acteurs de ce trafic ».

<http://www.laprovence.com/article/faits-divers-justice/4814129/marseille-des-dealers-squattent-le-ministere-de-la-justice.html>

– les dirigeants du Centre et les éducateurs supportent tout cela depuis pas mal de temps, » de longue date », même. Qui ne dit mot consent. Il y a bien, donc, une tolérance immonde, qui dure... et qui a encouragé, forcément, les dealers évoqués ci-dessus.

Pourquoi, tout à coup, se mettent-ils en grève et dénoncent-ils ce qui est une habitude établie depuis fort longtemps ?

–C'est que, selon la logique de tous les territoires où s'installent communautaristes, racailles et autres délinquants, ils vous prennent le doigt et, si vous ne leur cassez pas la figure, ils vous prennent le bras. Et ensuite tout le reste du corps.

Alors, forts de leur force, de leur impunité, de la peur qu'ils inspirent, ils ont commencé à montrer les dents, à trier les gens admis à passer au milieu d'eux, à menacer les autres... Et là les moutons, les dhimmis, ceux qui militent pour les salles de shoot, ceux qui protègent les racailles... commencent à avoir peur et à s'inquiéter.

« Les allées et venues des agents de la PJJ et des usagers du service sont désormais contrôlées par des personnes postées sur le site », décrit la CGT. Qui cite le cas de cette éducatrice, qui s'est ainsi vue cernée, un soir, par plusieurs hommes cagoulés. « À un autre collègue, ils ont dit, en gros : 'Ici, t'es chez nous'. On a dépassé là le sentiment d'insécurité. Les éducateurs ont la trouille, ils sont prêts à exercer leur droit de retrait », martèle Isabelle Audureau.

Le communiqué de la CGT PJJ ne mâche, en tout cas, pas ses mots : « Les personnels ont le sentiment d'être abandonnés au coeur d'un conflit de territoire et sont condamnés à l'immobilisme par peur de représailles. » Le CHSCT de la PJJ va d'ailleurs être saisi « en urgence » par les syndicats, jugeant que « les risques psychosociaux n'ont jamais été aussi élevés sur le site

Vous savez quoi ? Je n'ai que 6 mots à dire : j'en ai rien à foutre. Qu'ils crèvent. Que tout cela leur explose à la figure.

Et le communique de la CGT ? Rien à foutre, encore mieux. J'en ai rien à foutre. Qu'ils crèvent. Que tout cela leur explose à la figure.

Parce que depuis des décennies que la CGT pourrit la vie des travailleurs français, manifeste pour les clandestins qu'elle attire et protège. Depuis qu'elle a pris, comme le PC et le PS le pari proposé par Terra Nova, les autres, les immigrés, les délinquants, les prisonniers, les racailles, les Theo... aux dépens des nôtres, ils ne récoltent que ce qu'ils ont semé. Qu'ils aillent se faire foutre avec leurs émois et leur trouille. Je mets au défi les pleurnicheurs de la CGT de me prouver qu'il n'y aurait pas de rapport entre trafic de drogue et immigration... On récolte ce qu'on sème. Bien fait.

Allez, pour vous faire rire, amis lecteurs, voici ce qui a été imaginé à Marseille, contre les dealers installés dans l'annexe du Ministère de la Justice :

Le CHSCT de la PJJ va d'ailleurs être saisi « en urgence » *par les syndicats, jugeant que « les risques psychosociaux n'ont jamais été aussi élevés sur le site ».*

Mesures de sécurité

Au plus haut de leur hiérarchie, avec qui les organisations syndicales ont eu plusieurs rencontres la semaine dernière, ces alertes sont prises « *très au sérieux* ». Ouvert aux quatre vents, **le portail, « *point de fragilité* », sera ainsi « *fermé et gardienné* »**, promet Franck Arnal, directeur interrégional adjoint de la PJJ. **Le mur d'enceinte sera aussi relevé à deux mètres. Enfin, la tolérance accordée aux habitants de la cité mitoyenne et très enclavée des Marronniers, de traverser le domaine, sera retirée.** « *Je ne découvre pas les difficultés des quartiers Nord, souffle Franck Arnal. Cependant, nous n'avons pas la maîtrise de ces manifestations de violence et de territoire. Il nous faut pourtant réagir, sinon c'est l'État qui recule.* » Le symbole, en ce lieu, « *serait fort* » : un terrible constat d'échec dans la lutte pour reprendre le terrain et les jeunes au trafic de drogue.

On n'a pas fini de rire. Et eux n'ont pas fini de pleurer.

Le même jour, à Paris, un procureur faisant du zèle enquête sur les responsables d'un autocollant « *islam assassin* », d'un tract intitulé « *Non à l'invasion migratoire* » a fait convoquer Christine Tasin par la police judiciaire... Mais ceci est une autre histoire que je vous raconterai un peu plus tard.